



Séminaire « *Evaluer les risques climatiques : enjeux pour la décision, enjeux pour la recherche* »

12 novembre 2003

De la recherche à la décision, enjeux de la construction d'une représentation des risques climatiques

Résumé

Dominique Dron

Présidente de la Mission interministérielle contre l'effet de serre

En introduction à une discussion sur l'évaluation des impacts potentiels du changement climatique et de leurs répercussions socio-économiques, il est nécessaire de rappeler **l'importance de la représentation des risques climatiques** dans tout discours parce que, dans une large mesure, cette représentation guide les « réflexes » (et non pas seulement les « raisonnements ») des décideurs.

En effet, le changement climatique nous place dans un contexte nouveau, où la science propose une représentation des conséquences de nos actes sur le très long terme et suggère simultanément une nécessité d'action sur le court et le moyen terme. Toutefois, ce qui est immédiatement perceptible (un événement extrême donné de type cyclone ou canicule) n'est pas lui-même clairement attribuable au changement climatique (même s'il illustre un type d'événement que le dérèglement climatique va vraisemblablement multiplier). De plus, ce qui est « prédictible » (les impacts potentiels qui découlent des scénarios étudiés) est trop différent de ce que nous avons expérimenté (en particulier sous nos latitudes) pour appeler une représentation mentale précise.

Ces deux difficultés entraînent ainsi une dispersion des représentations des dommages du changement climatique, du « rose » (visions d'un monde où les adaptations sont optimales) au « noir » (visions apocalyptiques). En définitive donc, la question du risque est particulièrement instrumentalisée par les différents acteurs au lieu de contribuer à définir les contenus possibles d'une action collective répondant aux menaces du changement climatique.

Le défi est donc de « **représenter sans désespérer ni dégoûter** »

Représenter. Ne pas laisser la perception des risques dans le domaine virtuel. Cela suppose de ne pas se limiter aux événements météorologiques extrêmes et aux catastrophes climatiques, mais de suivre aussi les évolutions continues (par exemple, les précipitations printanières en Italie, cruciales pour les cultures d'été ; les périodes de végétation), de régionaliser la représentation des impacts, de travailler sur la vulnérabilité de nos organisations sociales et économiques au climat (en identifiant par exemple des seuils critiques). C'est dans cette perspective qu'a été proposée l'étude d'un scénario 1000/1100 ppm par le GIEC, afin de ne pas enfermer les représentations du risque dans des scénarios peu contrastés, aux conséquences apparemment supportables lorsqu'on se limite à des valeurs moyennes des variables.

Sans désespérer. Pour qu'une représentation contrastée des risques ne paralyse pas la décision, il faut parallèlement montrer qu'il existe des marges de manœuvre, placer les décideurs en situation de choix. De premières études montrent par exemple que la France pourrait réduire de moitié ses émissions en 2050 sur la base des technologies actuelles optimisées, et que des ruptures technologiques, déjà identifiées, sont nécessaires seulement pour une division par 3 à 5. Il faut en revanche organiser le débat sur les choix nécessaires pour engager le déploiement de ces solutions (comment amorcer et accompagner les transitions). Cela suppose en particulier de renoncer au paradigme de « l'énergie abondante et bon marché » comme variable d'ajustement des politiques de développement et d'aménagement du territoire.

Ni dégoûter : l'adhésion de tous implique de concevoir ces transitions de façon ouverte, en intégrant explicitement l'exigence de l'équité des progrès demandés à tous niveaux (à l'intérieur de chaque société, à l'échelle internationale, entre secteurs économiques).